

# Les cliniques espagnoles, refuges du « droit » à la maternité

LA SANTÉ À SAUTE-FRONTIÈRES 315 De nombreuses femmes se rendent en Espagne pour bénéficier d'une FIV, d'une PMA ou d'une congélation d'ovocytes

MADRID - correspondance

Devant la clinique IVI de Pozuelo, banlieue chic de Madrid, une patiente, quadragénaire célibataire, tire une petite valise à roulettes pour monter dans le taxi qui l'attend, ce jeudi 9 mai. C'est la fin de son séjour en Espagne et le début de sa grossesse, souffle une réceptionniste.

A l'intérieur du bâtiment, moderne et lumineux, c'est un peu la tour de Babel. Dans la salle d'attente, on parle espagnol, mais aussi anglais, allemand, italien et beaucoup français. Ici, chaque année, 6 000 cycles de reproduction sont lancés. « Un quart de nos patientes sont étrangères, à 40 % des Françaises », résume la directrice adjointe, Yolanda Minguez, qui défend avec ferveur un « droit » à la maternité.

Ce n'est pas le soleil qui motive les patientes françaises à se soumettre à une technique de procréation médicalement assistée (PMA) en Espagne, mais une législation beaucoup plus souple qu'en France. La PMA est permise pour les femmes célibataires ou les couples de femmes. Les fécondations in vitro (FIV) y sont autorisées jusqu'à 50 ans, contre 43 ans dans l'Hexagone. Il est possible de réaliser des tests de compatibilité génétique poussés et des diagnostics préimplantatoires, qui ne sont autorisés en France qu'en cas d'antécédents médicaux familiaux très graves. La conservation d'ovocytes par vitrification, afin de repousser une possible grossesse, y est permise sans raison médicale. Surtout, alors qu'en France, il faut compter trois ans pour obtenir un don d'ovocyte, en Espagne, il n'existe pas de liste d'attente.

Selon les derniers chiffres officiels, en 2016, plus de 45 000 fem-

mes ont eu recours à une FIV en Espagne. Parmi elles, 5100 venaient de France.

Installée dans une chambre de la clinique, où elle est sur le point de se soumettre à une ponction ovarienne, Caroline, Parisienne de 39 ans qui préfère ne pas donner son nom, est venue pour préserver sa fertilité. « J'ai investi beaucoup de temps dans ma carrière et je n'ai pas vu le temps passer. Il y a quatre ans, j'ai réalisé que je ne pourrai pas faire ma vie sans enfant et qu'il faudrait que je pense à congeler mes ovules, puisque la science le permet. » En France, cette pratique n'est autorisée qu'en cas de maladie affectant la fertilité.

Cette célibataire a commencé la stimulation ovarienne, en France, il y a douze jours. Son gynécologue n'a posé aucune difficulté pour lui prescrire sur ordonnance le traitement hormonal et les échographies indiqués par la clinique espagnole.

## Le personnel parle français

A la clinique Tambre, dans le quartier résidentiel huppé du Viso, c'est « 40 % de la clientèle qui est étrangère », explique la directrice générale, Inge Kormelink. Ce sont souvent des couples qui sont passés par plusieurs traitements de fertilité sans succès et qui ne peuvent pas attendre deux ou trois ans pour obtenir un don d'ovule. »

Pénélope (les prénoms ont tous été modifiés), patiente de 42 ans, s'y est rendue le mois dernier. « J'ai eu un cancer du sein à 40 ans, et comme il était hormonodépendant, je n'ai pas pu faire de stimulation ovarienne pour congeler mes ovules avant la chimiothérapie, raconte-t-elle par téléphone. A la fin du traitement, mon gynécologue m'a expliqué qu'avec ce qui me restait d'ovocytes, je n'avais que 4 % de chances de tomber enceinte. Il m'a

« UN QUART DE NOS PATIENTES SONT ÉTRANGÈRES, À 40 % DES FRANÇAISES »

YOLANDA MINGUEZ  
directrice adjointe  
de la clinique IVI de Pozuelo

alors parlé du don d'ovule et nous avons écarté la France à cause des listes d'attente: j'aurais dépassé l'âge limite. »

Dans un premier temps, cette chef de projet penche pour les cliniques du Danemark, où la législation permet à l'enfant de connaître l'identité de sa mère génétique, contrairement à l'Espagne. Mais la barrière de l'anglais et un premier contact téléphonique négatif la freinent. Dans les cliniques espagnoles qui se sont spécialisées dans l'accueil des patients étrangers, le personnel parle français.

Après trois mois de réflexion, durant lesquels il a fallu renoncer au « romantisme » d'une maternité naturelle et « dédramatiser » le fait de porter un enfant qui n'a pas ses gènes, Pénélope est venue en janvier passer un week-end à Madrid avec son mari, afin qu'il donne son sperme. Début mars, la clinique lui a expliqué comment synchroniser son cycle menstruel sur celui de la donneuse.

En France, son médecin lui a fait une ordonnance pour qu'elle suive un traitement hormonal. Puis, en avril, on lui a annoncé que la FIV avait été réalisée et qu'elle devait se rendre à Madrid cinq jours plus tard. « Le transfert a duré cinq minutes: cela fait un mois que je suis enceinte », raconte-t-elle. Le coût du processus s'est élevé à près de 9 000 euros. C'est plus cher dans les pays du nord de l'Europe.

Le bébé d'Anne, cadre de 40 ans, célibataire, est né en avril, après une insémination artificielle. « J'ai commencé à envisager d'être mère célibataire à l'été 2017, à la suite d'une séparation, dit-elle. Je me suis demandé si je devais attendre de rencontrer la bonne personne, quitte à prendre le risque de ne plus être fertile, ou si je pouvais dissocier le projet de conception d'un enfant de celui du couple. J'ai soupesé toutes les options: faire un enfant dans le dos d'un homme, ce qui me semblait peu éthique, ou bien opter pour la coparentalité avec un couple homosexuel, ce qui me semblait très compliqué à gérer, d'autant plus que je garde encore l'espoir de fonder une famille classique. »

C'est une amie médecin qui l'a renvoyée vers l'association française Maia, qui fournit des informations et une liste de centres pour des PMA à l'étranger. Après avoir écarté les pays où le don de sperme n'est pas anonyme, de crainte que l'enfant n'ait des « attentes envers un père fantasmé », elle a choisi l'Espagne après un rendez-vous sur Skype avec une coordinatrice et une médecin, en français. L'insémination a marché au premier essai.

Au total, cela lui a coûté 1200 euros et les billets d'avion et l'hôtel. « Pour moi, c'est très injuste que des gens qui n'en ont pas les moyens ne puissent pas avoir accès à ces techniques, dit-elle. Si l'adoption est autorisée pour les célibataires, pourquoi pas la PMA ? » Elle espère que cet été, en France, le projet de loi pour ouvrir la PMA aux femmes seules et aux couples de lesbiennes sera approuvé. ■

SANDRINE MOREL

Prochain épisode En Lorraine, la bataille des Ehpad avec le Luxembourg pour recruter des soignants

# Sur les terres de la Ligue, la gauche italienne se reprend à espérer

Le Parti démocrate talonne le Mouvement 5 étoiles dans les sondages

BRESCIA, DECENZANO DEL GARDA (LOMBARDIE) - envoyé spécial

Le rendez-vous a été fixé en fin d'après-midi, dans un jardin public, un peu à l'écart du centre de Brescia. Deux cents personnes environ ont répondu à l'appel, et attendent que commence la discussion, au milieu des cris d'enfants. Les anciens sont sagement assis aux premiers rangs, les plus jeunes sont attablés à la terrasse du café voisin, un apéritif à la main.

En tribune, le maire de la ville, Emilio Del Bono du Parti démocrate (PD, centre gauche), accueille avec chaleur l'ancien maire de Milan, Giuliano Pisapia, tête de liste de la gauche dans la circonscription du nord-ouest de l'Italie, en vue des élections européennes du dimanche 26 mai. L'estrade a été pavoisée de drapeaux européens; il y a quelques mois, ce détail aurait presque l'air d'une provocation mais, depuis le début de la campagne, quelque chose semble avoir changé, et flotte dans l'air, dans le camp pro-européen, un léger vent d'optimisme. « C'est inespéré de se retrouver ici, commence en souriant Giuliano Pisapia. Après la raclée qu'on s'est pris aux législatives de l'an passé, je pensais qu'on en aurait au moins pour une génération avant de se relever. »

Certes, la réalité de Brescia est très particulière. Dans cette partie de la Lombardie largement acquise à la Ligue, la ville fait figure d'exception. Ici, la Démocratie chrétienne n'a pas disparu, et l'église locale, colorée d'une forte tradition sociale, conserve un rôle central dans la vie de la cité. Mais c'est bien à l'échelle du pays que les derniers sondages, rendus publics mi-mai, incitent la gauche à un optimisme inespéré. Ils voient le PD dépasser les 20 % et talonner le Mouvement 5 Étoiles, tandis que le leader de la Ligue, Matteo Salvini, semble en recul, plus près de 30 % que de 35 %.

Au pied de la tribune, Caterina Avanza attend son tour, écoutant attentivement les interventions des orateurs. Sa présence ici a un sens bien particulier. Issue de la bourgeoisie locale, elle a grandi dans la région, mais vit en France depuis la fin de ses études, et c'est en tant que coordinatrice nationale de La République en marche qu'elle s'est retrouvée sur les listes du Parti démocrate.

Femme, issue de la « génération Erasmus » et collaboratrice de la première heure d'Emmanuel Macron, cela fait beaucoup de handicaps pour une seule personne dans l'Italie de Matteo Salvini. Caterina Avanza a aggravé son cas au début de sa campagne, lors d'un entretien télévisé, quand elle s'est définie comme « une Européenne d'origine italienne », ce qui lui a valu son comptant d'attaques de la Ligue. Sur les réseaux sociaux. « Mais ici, tempère-t-elle, l'identité locale compte plus que tout. Les gens savent que je suis bresciana, alors ça s'est arrêté très vite. »

« JE PENSAIS QU'ON EN AURAIT AU MOINS POUR UNE GÉNÉRATION AVANT DE SE RELEVER »

GIULIANO PISAPIA  
maire de Milan

S. M.

## LE CONTEXTE

### PARTI DÉMOCRATE

Nicola Zingaretti, le président de la région Latium, dirige le Parti démocrate italien depuis le 3 mars. Il a largement battu lors d'une primaire Maurizio Martina, qui avait assuré la direction du parti après la démission de Matteo Renzi en 2018, et Roberto Giachetti, ancien candidat malheureux à la mairie de Rome. 1,7 million d'électeurs avaient participé à cette primaire.

vite. » « Dans cette campagne, je ne veux parler que d'Europe, explique-t-elle, c'est le sujet que je connais le mieux. Et surtout, je veux mener une campagne positive, ne pas tomber dans les attaques incessantes qu'on entend à longueur de journée en Italie. »

Sur l'estrade, Giuliano Pisapia tient un discours qui cadre parfaitement avec cette feuille de route. Avocat renommé d'une grande famille de la bourgeoisie intellectuelle milanaise, il semble moins à son aise que d'autres dans le registre des attaques personnelles. Il se présente en défenseur d'une Europe « qu'on ne connaît pas », qui n'arrive pas à expliquer son action, et qu'il faut renforcer plutôt que démanteler. Appelée à s'exprimer à son tour, Caterina Avanza renchérit en décrivant le risque de perte d'indépendance nationale si l'Europe se défaisait. « Quand on reçoit le président chinois avec tous les honneurs et qu'on signe des accords avec lui, c'est un geste de vassalité. Non, l'Europe est un projet difficile à expliquer, mais c'est un projet de long terme, et qui va loin. »

Plus tard dans la soirée et à une trentaine de kilomètres de distance, dans une salle trop petite située près du vieux port de Desenzano, sur les bords du lac de Garde, les candidats auront l'occasion de poursuivre cette discussion, devant un public plus militant.

### Catharsis publique

Par moments, le débat vire à la séance de catharsis publique. « Jusqu'il y a quelques mois j'étais dans une sorte de dépression politique, confie soudain Giuliano Pisapia. Puis, après les primaires du Parti démocrate de mars, quand j'ai vu la mobilisation populaire, j'ai recommencé à espérer un peu. » Comment a-t-il décidé de retourner dans la politique active, lui qui s'était mis en réserve de la gauche depuis la fin de son mandat en 2016 et alors qu'il n'est pas membre du Parti démocrate ? « Il y a eu deux signaux décisifs qui m'ont convaincu: la présence comme tête de liste pour le Sud de l'ancien procureur national anti-Mafia, Franco Roberti, et celle du docteur Pietro Bartolo, le médecin de Lampedusa, qui a sauvé des milliers de personnes ces dernières années... C'est pour cela que j'ai accepté d'y aller. »

C'est seulement à ce moment-là de la soirée qu'on s'est aperçu que depuis des heures, on avait à peine entendu parler d'immigration. Et que depuis le début de cette campagne européenne, en Italie, c'était la première fois qu'on entendait vraiment parler d'Europe. ■

JÉRÔME GAUTHERET

# La question catalane phagocyte le débat

Pedro Sanchez attend le lendemain des élections pour tenter de former un gouvernement

MADRID - correspondance

Le candidat socialiste, le ministre des affaires étrangères Josep Borrell, est parvenu à défendre brièvement « une assurance chômage et un salaire minimum européens ». La tête de liste du Parti populaire (PP, droite), Dolors Montserrat, a pu glisser son soutien à une plus grande intégration économique. Le candidat du parti libéral Ciudadanos, Luis Garicano, a plaidé en une phrase pour la création d'une armée commune. Pour le reste, le débat entre les têtes de liste pour les européennes du 26 mai, organisé par la télévision TVE mercredi 22 mai, a tourné essentiellement autour de la question catalane...

Ces dernières semaines, les enjeux de politique nationale ont largement occulté, en Espagne, les questions européennes. Les élections du 26 mai se déroulent en effet moins d'un mois après les législatives du 28 avril, qui ont vu le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remporter la victoire,

avec 123 sièges sur 350 au Parlement, mais sans la majorité qui aurait assuré à Pedro Sanchez de pouvoir gouverner seul.

Le scrutin coïncide de surcroît avec les élections régionales et municipales, où les partis remettent en jeu l'essentiel de leur pouvoir territorial: le PSOE de Pedro Sanchez, donné en tête dans la plupart des régions, pourrait teindre l'Espagne de rouge; le Parti populaire, perdre des fiefs historiques, comme la région de Madrid, laboratoire ultralibéral où il gouverne depuis vingt-quatre ans; la formation libérale Ciudadanos, devancer le PP; l'extrême droite Vox, confirmer son entrée dans les institutions; le parti de la gauche radicale Podemos, déchiré, poursuivre sa chute...

M. Sanchez a eu beau reporter aux lendemains du 26 mai le début des discussions avec les différents partis pour tenter de former un nouveau gouvernement, la constitution du Parlement et du Sénat, mardi 21 mai, a aussi accaparé l'attention médiatique dans la dernière ligne droite de la cam-

pagne. Cinq élus indépendantistes ont quitté la prison de Soto del Real, pour participer à l'entrée en fonction des nouvelles chambres. La Cour suprême, qui les juge depuis février pour la tentative de sécession d'octobre 2017, les y a autorisés pour la journée.

### Le cas Carles Puigdemont

Grâce au soutien de la gauche radicale Podemos et des nationalistes basques, la ministre socialiste des administrations territoriales, la fédéraliste catalane Meritxell Batet, a été élue à la présidence du Parlement avec 175 voix. Le philosophe socialiste Manuel Cruz a quant à lui pris la tête du Sénat.

Mais seulement après que les indépendantistes ont empêché la candidature d'un autre socialiste, Miquel Iceta, en bloquant sa nomination comme sénateur par le Parlement catalan. Ils exigeaient au préalable des négociations sur les prisonniers et le droit à l'autodétermination. A Madrid, les indépendantistes, tentés par une politique du pire, pourraient ainsi chercher à bloquer la législation.